

**Arrêté de délégation de  
signature n° 2026-056**

**LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE GRENOBLE ALPES,**

DIRECTION DES  
AFFAIRES  
JURIDIQUES ET  
INSTITUTIONNELLES

*Vu le code de l'Éducation,  
Vu le code de la commande publique,  
Vu le décret n°2023-1034 du 8 novembre 2023 pérennisant les statuts de l'Université  
Grenoble Alpes,  
Vu l'élection par le Conseil d'administration du 16 mai 2024 de Monsieur Yassine  
LAKHNECH à la présidence de l'Université Grenoble Alpes.*

daji-direction @  
univ-grenoble-alpes.fr

Université Grenoble Alpes  
CS 40 700  
38 058 Grenoble Cedex 9

**ARRETE**  
-----

**ARTICLE 1 :**

Délégation de signature est donnée à **Monsieur Jérôme COUSTON, Directeur de la Prospective et des Projets Immobiliers (DPPI) de la DGD Patrimoine Aménagement et Transition énergétique (PAT)**, à effet de signer au nom du Président de l'UNIVERSITE GRENOBLE ALPES les actes suivants :

**1) En matière de gestion courante de la DPPI :**

- Les actes relatifs à l'encadrement de l'effectif (autorisations d'absences, congés, ordres de mission en France et état de frais des personnels affectés au service ou pris en charge sur le budget du service...);
- Tous les actes relatifs à la gestion courante (courriers, certificats administratifs, vérifications et attestations des services faits...) du service.

**2) En matière financière et budgétaire :**

- Les devis et actes relatifs aux opérations de dépense des centres de responsabilité budgétaire attribués à la DGD PAT (dont Opération Campus) identifiés dans la structure budgétaire de l'UGA, dans la limite des missions de la DPPI, dont le montant total est inférieur à :
  - o 60 000 € hors taxes pour les dépenses de fournitures et services ;
  - o 100 000 € hors taxes pour les dépenses de travaux ;
  - o 40 000 € hors taxes pour les autres dépenses (taxes...).
- Les attestations de mise en service (opérations immobilières, travaux, équipements...) concernant les activités de la direction, sans limitation de montant.

### 3) En matière de marchés publics :

- Tous les actes et correspondances (dont les rejets et les notifications) relatifs à la passation des marchés publics, y compris marchés subséquents, relatifs à la DPPI, de fournitures, services et travaux dont le montant total est inférieur à :
  - o 60 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services ;
  - o 100 000 € hors taxes pour les marchés de travaux ;

en l'absence de marchés, marchés transversaux ou accords cadre contractés par l'Université dans la double limite des crédits ouverts au budget annuel et du respect des prescriptions de la politique achats de l'UGA adoptée par son conseil d'administration ;

- Tous les actes relatifs à l'exécution contractuelle des marchés publics de la DGD PAT relatifs à la DPPI selon les conditions suivantes :
  - o S'agissant des ordres de service, ils peuvent être signés sans limite de montant et peu importe le montant du marché auquel ils se rapportent ;
  - o S'agissant des actes de validation des phases de conception (APD, DIAG...), ils peuvent être signés sans limite de montant et peu importe le montant du marché auquel ils se rapportent ;
  - o S'agissant des avenants et des fiches de travaux modificatives, ils peuvent être signés sans que le montant cumulé du marché auquel ils se rapportent soit supérieur aux limites évoquées ci-dessus et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables aux modifications des contrats en cours d'exécution ;
  - o S'agissant des certificats de paiement et des versements d'avance, ils peuvent être signés sans limite de montant et quel que soit le montant du marché auquel ils se rapportent.
  - o S'agissant des Décomptes Généraux Définitifs, ils peuvent être signés sans pouvoir atteindre un montant cumulé supérieur aux limites évoquées ci-dessus ;
  - o S'agissant des actes liés à l'agrément des sous-traitants (acte spécial de sous-traitance, cession de créance...) ils peuvent être signés sans limite de montant et peu importe le montant du marché auquel ils se rapportent ;
  - o S'agissant des actes liés à la réception des travaux (opérations préalables à la réception, décision de réception...), ils peuvent être signés pour les marchés compris dans les limites évoquées ci-dessus.

### 4) En matière de sécurité :

- Les plans de préventions ;
- Les permis feux ;
- Les bordereaux de suivi des déchets liés aux travaux.

### 5) En matière d'actes d'urbanisme :

- Les déclarations préalables et tous les actes qui en découlent au titre du code de l'urbanisme ;
- Les autorisations de travaux (hors permis de construire) et tous les actes qui en découlent au titre du code de l'urbanisme (déclaration d'ouverture de chantier...).

**6) En matière de transaction :**

- Les protocoles transactionnels lorsque leur montant est inférieur à 10 000 € HT.

**ARTICLE 2 :**

A compter de la notification du présent arrêté et pour la durée exclusive de la présente délégation, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme COUSTON, délégation de signature est donnée à **Madame Christine GAMET, directrice adjointe de la Direction de la Prospective et des Projets Immobiliers**, à effet de signer au nom du Président de l'UNIVERSITE GRENOBLE ALPES les actes listés à l'article 1<sup>er</sup>.

**ARTICLE 3 :**

La subdélégation de signature est prohibée.

Tout document signé en application du présent arrêté doit comporter sous la signature de son auteur, la mention en caractères lisibles de son prénom, de son nom et de sa qualité, ainsi que la mention « Pour le Président et par délégation ».

**ARTICLE 4 :**

Les dispositions du présent arrêté abrogent tout arrêté de délégation antérieur au bénéfice de Monsieur Jérôme COUSTON et de Madame Christine GAMET.

Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication et de sa transmission à la Rectrice de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Chancelière des universités, et jusqu'à révocation expressément notifiée au délégataire et au plus tard, à la fin du mandat du délégant ou à la cessation des fonctions du délégataire.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté est soumis à publicité au sein de l'établissement. Il est également transmis à la Rectrice de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Chancelière des universités.

**ARTICLE 6 :**

La Directrice générale des services de l'Université et l'Agent comptable de l'Université sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 14 avril 2026



Le Président de  
l'UNIVERSITE GRENOBLE ALPES

Yassine LAKHNECH

Publié le : 22/04/2026

Transmis au Rectorat le : 22/04/2026